

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

MINISTRE DES RELATIONS EXTERIEURES



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF EXTERNAL RELATIONS

**AVIS DE CONSULTATION N°02/AC/GG/MINREX/CIPM/CCCM-BEC/2025, SUIVANT
AUTORISATION N°04125-25/L/MINMAP/SG/DGMI/DMBEC/NC DU 23 MAI 2025,
POUR L'EXTENSION DU BÂTIMENT DE L'INSPECTION GENERALE (PHASE 2)
AU MINISTERE DES RELATIONS EXTERIEURES**

FINANCEMENT :

BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC

EXERCICES : 2025 ET SUIVANT

IMPUTATION : 59 06 090 02 340010 523111

1. Objet de Consultation

Dans le cadre de l'amélioration des conditions de travail de son personnel, le Ministre des Relations Extérieures, Maître d'Ouvrage, procède à une consultation pour l'extension du bâtiment de l'Inspection Générale (Phase 2) au Ministère des Relations Extérieures.

Le bâtiment de l'Inspection Générale est constitué de deux blocs :

- Le bloc abritant les services de l'Inspection Générale proprement dite ; et
- Le bloc abritant les services de la Direction des Affaires Générales.

2. Consistance des travaux

Les présents travaux d'extension comprennent notamment :

- i. La reprise en sous œuvre et l'extension du bloc abritant les services de l'Inspection Générale ;
- ii. Les travaux d'achèvement de l'étage 2 du bloc de la Direction des Affaires Générales ; et
- iii. La réhabilitation du Rez-de-chaussée du bloc de la Direction des Affaires Générales.

3. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de sept cent soixante- cinq Millions (765.000.000) de Francs CFA.

4. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux, objet de la présente consultation est de douze (12) mois calendaires. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

5. Participation et origine

La participation au présent Dossier de Consultation est adressée à l'entreprise BETTERMAN SARL exerçant dans le secteur du bâtiment et des travaux publics, qui a commencé les travaux de la première phase.

6. Financement

Les travaux objet de la présente Consultation sont financés par le Budget d'Investissement Public du Ministère des Relations Extérieures, Exercices 2025 et suivant, sur la ligne d'imputation budgétaire n° 59 06 090 02 340010 523111.

7. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour la présente Consultation est en ligne, conformément à l'arrêté N°333/A/MINMAP/CAB du 27 décembre 2024 fixant le calendrier de migration vers la passation exclusive des marchés publics par voie électronique.

8. Cautionnement de soumission

BETTERMAN SARL doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission timbré au tarif en vigueur, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaines des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 12 du DAO dont le montant s'élève à dix millions (10 000 000) Francs CFA et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres et assorti du récépissé de consignation délivré par la Caisse des Dépôts et Consignation (CDEC).

L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

9. Consultation du Dossier

Le dossier physique peut être consulté gratuitement aux heures ouvrables à la Direction des Affaires Générales (Sous-direction du Budget, du Matériel et de la Maintenance, Service des Marchés, Porte 508, Tél. : 222 20 39 40) du Ministère des Relations Extérieures à Yaoundé, et la version électronique sur le site web www.diplocam.cm. Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm), dès publication du présent Avis par voie de presse écrite, par voie d'affichage dans les locaux du Ministère des Relations Extérieures et/ou par voie électronique.

10. Acquisition du Dossier de Consultation

La version physique du dossier de consultation peut être obtenue à la Direction des Affaires Générales (Sous-direction du Budget, du Matériel et de la Maintenance, Service des Marchés, Porte 508, Tél. : 222 20 39 40) du Ministère des Relations Extérieures à Yaoundé et la version électronique sur le site web www.diplocam.cm. Il peut également être obtenu en ligne sur la plateforme COLEPS, aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées pour la version électronique.

11. Remise des offres

Pour la soumission en ligne, l'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm), dès publication du présent Avis par voie de presse écrite, par voie d'affichage dans les locaux du Ministère des Relations Extérieures et/ou par voie électronique, au plus tard le 10 juin 2025 à 14 heures précises. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessus dans les délais impartis.

Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

12. Recevabilité des plis

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- Les plis non-conformes au mode de soumission ;
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier de Consultation sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission timbrée au tarif en vigueur, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier de Consultation et assorti du récépissé de consignation délivré par la Caisse des Dépôts et Consignation (CDEC), entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

13. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le 10 juin 2025 à 15 heures précises dans la salle de conférences du nouveau bâtiment du Ministère des Relations Extérieures, par la Commission ad hoc mise en place par le Ministre des Relations Extérieures.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou

l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier du Dossier de Consultation. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de Consultation.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordées par la Commission, l'offre sera rejetée.

14. Critères d'évaluation

14.1 Critères éliminatoires

Il s'agit notamment:

1. Absence ou non-conformité de la caution de soumission à l'ouverture des offres ;
2. Absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif au-delà du délai supplémentaire de 48 heures à accorder, le cas échéant ;
3. Pièce(s) falsifiée(s), fausse(s) pièce(s) ou fausse(s) déclaration(s).
4. Absence de déclaration sur l'honneur attestant le non-abandon d'un marché au cours des trois dernières années et l'absence du soumissionnaire sur la liste des entreprises défaillantes établie par le MINMAP ;
5. Non réalisation au cours des dix (10) dernières années, comme entrepreneur principal, d'un chantier de construction de bâtiment de type R+1 au moins pour le compte des administrations publiques, établissements publics, entreprises du secteur public et parapublic, projets publics ou collectivités territoriales décentralisées ;
6. Non présentation de l'attestation d'inscription à l'Ordre National des Ingénieurs de Génie Civil (ONIGC) pour le directeur des travaux ;
7. Absence d'attestation de visite de site et de rapport y afférent signés sur l'honneur par le soumissionnaire ;
8. Non satisfaction d'au moins quarante-un (41) sous critères sur les cinquante-huit (58) des cinq (05) critères essentiels ;
9. Omission d'un prix unitaire ou forfaitaire quantifié ;
10. Non-respect des formats de fichiers requis pour la soumission des offres en ligne ;
11. Absence de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS et de l'original de la caution de soumission.
12. Absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
13. Absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
14. Absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée.

14.2. Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront sur :

- + Personnel d'encadrement proposé ;
- + Qualité de l'offre, organisation, méthodologie et planning d'exécution des travaux ;
- + Ressources matérielles et logistiques à mobiliser ;
- + Références dans le domaine des prestations similaires livrées ;
- + Disponibilité des ressources financières ou accès à une ligne de crédit.

L'offre technique du Soumissionnaire sera évaluée suivant une notation binaire sur les cinquante-huit (58) sous-critères des critères ci-dessus.

15. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribue le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante.

16. Durée de validité des offres

Le Soumissionnaire reste engagé par son offre pendant une période de quatre-vingt-dix (90) jours, à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

17. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus à la Direction des Affaires Générales (Sous-direction du Budget, du Matériel et de la Maintenance, Service des Marchés, Porte 508, Tél. : 222 20 39 40) du Ministère des Relations Extérieures ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses : <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

18. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, l'ARMP au numéro 222 200 009 ou le MO au numéro 222 20 39 40

Yaoundé, le 28 MAI 2025

Le Ministre Délégué



Felix Mbaryu

Copie :

- MINMAP (pour publication sur la plateforme COLEPS)
- ARMP (pour publication dans le Journal des Marchés Publics)
- Ministre des Relations Extérieures
- Commission Interne de Passation des Marchés/MINREX
- Commission Centrale de Contrôle des marchés des travaux de Bâtiments et Equipement Collectifs
- SOPECAM (pour publication dans Cameroon Tribune)
- Affichage/Archives



CONSULTATION NOTICE N°02/AC/GG/MINREX/ITB/CCCM-BEC/2025, FOLLOWING
AUTHORIZATION N°04125-25/L/MINMAP/SG/DGMI/DMBEC/NC OF MAY 23, 2025, FOR
THE EXTENSION OF THE GENERAL INSPECTION BUILDING (PHASE 2) WITHIN THE
MINISTRY OF EXTERNAL RELATIONS.

FUNDING:

PUBLIC INVESTMENT BUDGET

FINANCIAL YEAR: 2025 AND ONWARD

BUDGET LINE: 59 06 090 02 340010 523111

1-PURPOSE OF THE CONSULTATION

As part of improving the working conditions of its staff, the Minister of External Relations, the project owner, is conducting a consultation for the extension of the General Inspection building (Phase 2) within the Ministry of External Relations.

The General Inspection building consists of two blocks:

- The block housing the General Inspections' services; and
- The block housing the Department of General Affairs.

2-SCOPE OF SERVICES

The current extension works include:

- i. The underpinning and extension of the block housing the General Inspections' services;
- ii. The completion of the second floor of the General Affairs Department block; and
- iii. The renovation of the ground floor of the General Affairs Department block.

3- PROVISIONAL COST:

The estimated cost of the operation following preliminary studies is seven hundred and sixty-five million (765,000,000) CFA francs.

4-EXECUTION DEADLINE:

The maximum period provided by the Project Owner for the completion of the work, the subject of this consultation, is twelve (12) calendar months. This period runs from the date of notification of the service order to begin the services.

5- PARTICIPATION AND ORIGIN

Participation in this Consultation File is addressed to the company BETTERMAN SARL operating in the construction and public works sector, which has started work on the first phase.

6- FUNDING

The work covered by this Consultation is financed by the Public Investment Budget of the Ministry of External Relations, Financial Years 2025 and following, on budget allocation line no. 59 06 090 02 340010 523111.

7- SUBMISSION METHOD

The submission method chosen for this Consultation is online, in accordance with Order No. 333/A/MINMAP/CAB of December 27, 2024 setting the timetable for migration to the exclusive award of public contracts by electronic means.

8-BID BOND:

BETTERMAN SARL must attach to its administrative documents a bid bond stamped at the current rate, paid by hand, issued by an organization or financial institution approved by the Minister of Finance to issue bonds in the field of public procurement, as listed in Exhibit 12 of the DAO, the amount of which amounts to ten million (10,000,000) CFA francs and valid for up to thirty (30) days beyond the initial validity date of the offers and accompanied by the deposit receipt issued by the Deposits and Consignments Fund (CDEC).

The absence of the bid bond issued by a first-rate bank or a first-class financial institution authorized by the Ministry of Finance to issue bonds in the context of public procurement, will result in the outright rejection of the offer. A bid bond produced but having no connection with the consultation in question is considered absent. The bid bond presented by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

9- CONSULTATION OF THE CONSULTATION DOCUMENT:

The physical file may be consulted free of charge during working hours at the Department of General Affairs (Sub-Department of Budget, Equipment and Maintenance, Contracts Service, Door 508, Tel.: 222 20 39 40) of the Ministry of External Relations in Yaoundé, and the electronic version on the website www.diplocam.cm. It may also be consulted online on the COLEPS platform at the addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the ARMP website (www.armac.cm), upon publication of this Notice in the written press, by posting on the premises of the Ministry of External Relations and/or electronically.

10. ACQUISITION OF THE CONSULTATION DOCUMENT:

The physical version of the Consultation Document can be obtained free of charge from the Department of General Affairs (Sub-Department of Budget, Equipment and Maintenance, Contracts Service, Door 508, Tel.: 222 20 39 40) of the Ministry of External Relations in Yaounde. It is also possible to obtain the electronic version of the DC by free download from the addresses indicated above.

11. SUBMISSION OF BIDS

For online submission, the offer must be submitted by the bidder on the COLEPS platform at the addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the ARMP website (www.armac.cm), upon publication of this Notice in the written press, by posting on the premises of the Ministry of Foreign Affairs and/or electronically, no later than June 10, 2025 at 2 p.m. prompt. A backup copy of the offer saved on a USB key or CD/DVD must be sent in a sealed envelope with the clear and legible indication "backup copy", in addition to the above mention within the specified time limits.

SIZE AND FORMAT OF THE FILES

For online submission, the maximum sizes of the documents to be uploaded on the platform and constituting the bidder's offer are as follows:

- 5 MO for the Administrative Offer;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MO for the Financial Offer.

The accepted formats are as follows:

- PDF format for textual documents;
- JPEG for images.

The candidate will ensure to use compression software in order to possibly reduce the size of files to be transmitted.

12- ADMISSIBILITY OF BIDS

The administrative documents, the technical offer, and the financial offer must be placed in separate envelopes and submitted in a sealed envelope.

The following will not be accepted by the Project Owner:

- Envelopes bearing the bidder's identity;
- Envelopes received after the submission deadlines;
- Envelopes that do not comply with the submission method;
- Envelopes without indicating the identity of the Call for Tenders.

Any incomplete offer in accordance with the requirements of the Solicitation Documents will be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid bond stamped at the current rate, issued by an organization or financial institution approved by the Minister of Finance to issue bonds in the field of public procurement, or failure to comply with the templates for the documents in the Solicitation Documents and accompanied by the deposit receipt issued by the Deposits and Consignments Fund (CDEC), will result in the outright rejection of the bid without any recourse.

A bid bond produced but having no connection with the consultation in question is considered absent. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

13- OPENING OF BIDS

The opening of the bids will be conducted in one phase and will take place on June 10, 2025, at 3:00 p.m. prompt, in the conference room of the new Ministry of Foreign Affairs building, by the ad hoc committee established by the Minister of External Relations.

Under penalty of rejection, the required administrative file documents must be submitted in original form or in copies certified by the issuing department or the competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Regulations for the Consultation File. They must be less than three (03) months old or have been prepared after the date of signature of the Consultation Notice.

In the event of the absence or non-compliance of a document in the administrative file during the opening of the bids, after a period of 48 hours granted by the committee, the offer will be rejected.

14- MAIN EVALUATION CRITERIA

14-1 Eliminary Criteria

These include:

1. Absence or non-compliance of the bid bond at the opening of tenders;
 2. Absence or non-compliance of a document in the administrative file beyond the additional period of 48 hours to be granted, where applicable;
 3. Falsified document(s), false document(s) or false declaration(s).
 4. Absence of a sworn statement attesting to the non-abandonment of a contract over the past three years and the absence of the bidder on the list of defaulting companies established by the MINMAP;
 5. Failure to carry out, over the past ten (10) years, as prime contractor, a building construction site of type R+1 at least on behalf of public administrations, public institutions, public and parapublic sector companies, public projects or decentralized local authorities;
 6. Failure to present the certificate of registration with the National Order of Civil Engineers (ONIGC) for the works manager;
 7. Absence of a site visit certificate and related report signed on honor by the bidder;
 8. Failure to satisfy at least forty-one (41) sub-criteria out of the fifty-eight (58) of the five (05) essential criteria;
- Omission of a quantified unit or fixed price;

10. Failure to comply with the file formats required for submitting bids online;
11. Absence of a backup copy in case of a COLEPS platform malfunction and of the original bid bond.
12. Absence of an element of the financial offer (the bid, the BPU, the DQE);
13. Absence of the dated and signed integrity charter;
14. Absence of the dated and signed declaration of commitment to comply with environmental and social clauses.

14-2 Essential Criteria

The essential criteria for qualifying bidders will include:

- Proposed management personnel;
- Quality of the bid, organization, methodology, and schedule for the execution of the work
- Material and logistical resources to be mobilized;
- References in the field of similar services provided;
- Availability of financial resources or access to a line of credit.

The Bidder's technical offer will be evaluated using a binary rating based on the fifty-eight (58) sub-criteria of the above criteria.

15- AWARDING OF THE CONTRACT

The Contracting Authority awards the contract to the tenderer who has submitted an offer meeting the required technical and financial qualification criteria and whose offer is evaluated as the lowest.

16- TENDER VALIDITY

Bidders shall remain committed by their bids for 90 (ninety) days from the deadline set for the submission of tenders.

17- ADDITIONAL INFORMATION

Further information may be obtained during working hours at the Department of General Administration, (Sub-Department for Budget, Equipment and Maintenance, Procurement Service, Room 508, Tel: 222 20 39 40) of the Ministry of External Relations or online on the COLEPS platform to the following addresses: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

18- FIGHT AGAINST CORRUPTION AND BAD PRACTICES

For any denunciation of practices, facts or acts of corruption or bad practices, please call CONAC at number 1517, the Public Procurement Authority (MINMAP) (SMS or call) at numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, ARMP at number 222 200 009 or MO at number 222 20 39 40.

Yaounde,

24 OCT 2025

Copies:

- MINMAP (for publication on the COLEPS platform)
- ARMP (for publication in the Public Procurement Journal)
- Ministry of External Relations
- Internal Tenders Board/MINREX
- Central Commission for the Control of Building and Community Equipment Contracts
- SOPECAM (for publication in the Cameroon Tribune)
- Displays/Archives

[Handwritten signature]
[Handwritten signature]